



## Soutenir la pêche de manière durable

janvier 2023

- Plus de 10 milliards de dollars de fonds publics sont consacrés chaque année aux aides à la pêche. Les investissements réalisés pour évaluer et garantir la santé des stocks de poissons sont bénéfiques pour le secteur et contribuent à une économie océanique durable. Mais certaines aides encouragent également des pratiques de pêche non durables.
- Il est possible d'améliorer les politiques d'aides à la pêche afin de mieux soutenir les pêcheurs dans le besoin et augmenter la productivité de la pêche tout en minimisant les risques de porter préjudice à la santé des stocks de poissons et des écosystèmes.
- Les gouvernements devraient délaissier les aides qui augmentent directement la capacité de pêche et encouragent la pêche non durable – notamment les aides accordées pour le carburant, les navires et l'accès aux infrastructures.

### Quel est le problème ?

Le secteur de la pêche apporte une contribution essentielle à la sécurité alimentaire mondiale et à l'économie océanique. Les aides publiques peuvent renforcer cette contribution lorsqu'elles contribuent à assurer la santé des stocks de poissons et des écosystèmes, augmentent la productivité des stocks de poissons, et améliorent la résilience du secteur de la pêche. Mais des aides publiques mal ciblées peuvent également avoir des résultats indésirables lorsqu'elles encouragent la formation d'une capacité de pêche excédentaire, la surpêche et la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN).

Le risque que les aides publiques finissent par encourager une pêche non durable dépend fondamentalement de deux choses :

- Le type de politique d'aide mis en œuvre – car la manière dont chaque type d'aide affecte les coûts et bénéfices des activités de pêche détermine la mesure dans laquelle l'aide peut encourager la surcapacité, la surpêche et la pêche INN en l'absence d'une gestion efficace des pêcheries aidées.
- L'état des pêcheries bénéficiant d'aides publiques – en particulier, si elles sont gérées efficacement, et s'il est possible de pêcher les stocks cibles plus intensément sans compromettre leur santé.

L'OCDE a développé un outil visant à aider les gouvernements à évaluer les risques que leurs politiques

### Une avancée historique qui peut changer la donne pour la pêche mondiale

En juin 2022, après 20 ans de négociations, les membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ont adopté un [Accord sur les subventions à la pêche](#), qui interdit certaines des subventions à la pêche les plus dommageables, à savoir celles qui profitent à la pêche INN, à la surpêche et à la pêche en haute mer non réglementée. Les gouvernements sont à présent confrontés au défi de la mise en œuvre de cet accord et poursuivront les négociations afin d'éliminer également les subventions qui encouragent la surcapacité et la surpêche, conformément à l'engagement pris dans le cadre de l'Objectif de Développement Durable n°14 : Vie aquatique.

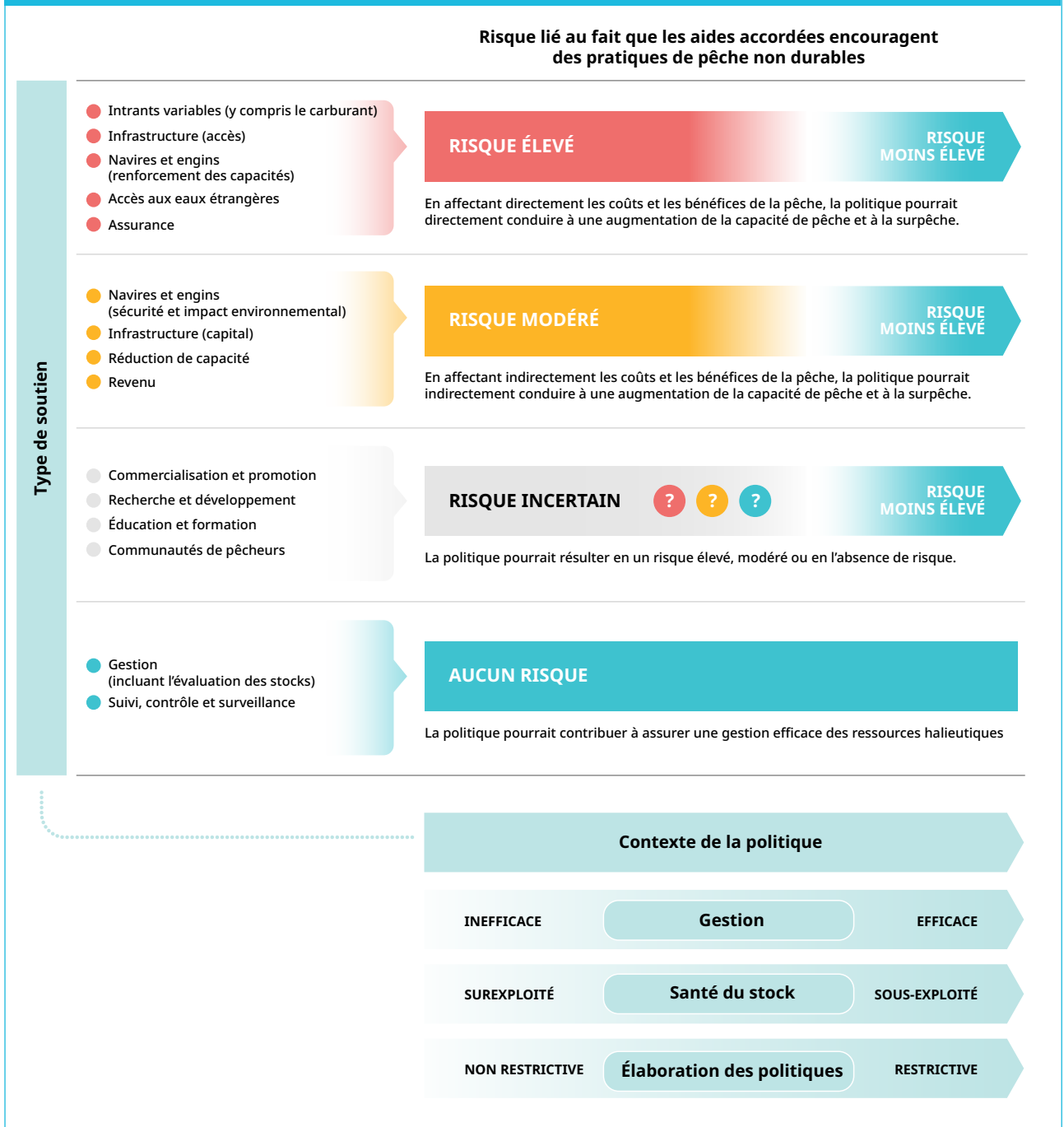
d'aide publique sont susceptibles de présenter pour la santé des stocks de poissons. L'outil classe les types d'aides publiques à la pêche en fonction du niveau de risque qu'elles peuvent poser pour la durabilité de la pêche, et mets en évidence les facteurs d'atténuation susceptibles de limiter ce risque (une gestion efficace des pêcheries, un ciblage des stocks sous-exploités, et une conception des politiques publiques limitée aux pêcheries gérées efficacement ou visant des stocks sous-exploités).





# Soutenir la pêche de manière durable

Graphique 1: Un outil d'auto-évaluation permettant d'identifier les politiques publiques susceptibles d'encourager des pratiques de pêche non durables



## Les aides à la pêche en un coup d'œil

L'Examen de l'OCDE des pêcheries 2022 présente des données sur les aides accordées à la pêche pour 40 pays de l'OCDE et autres grandes nations de pêche couverts par la base de données de l'OCDE sur l'estimation des aides à la pêche, lesquelles représentaient, ensemble, 90 % des prises mondiales sur la période 2018-2020. Collectivement, ils ont fourni un soutien annuel moyen de 10,4 milliards de dollars au secteur de la pêche au cours de cette période. Mais dans quelle mesure ces aides contribuent-elles à des

résultats durables et dans quelle mesure risquent-elles de porter préjudice à la santé des stocks de poissons et des écosystèmes et, in fine, aux communautés de pêcheurs ?

Les politiques de pêche varient considérablement d'un pays à l'autre. En moyenne, les combinaisons de mesures sont assez différentes dans les pays de l'OCDE et dans les économies émergentes (graphique 2). Dans l'ensemble, 42 % des aides fournies dans les pays de l'OCDE sur la période

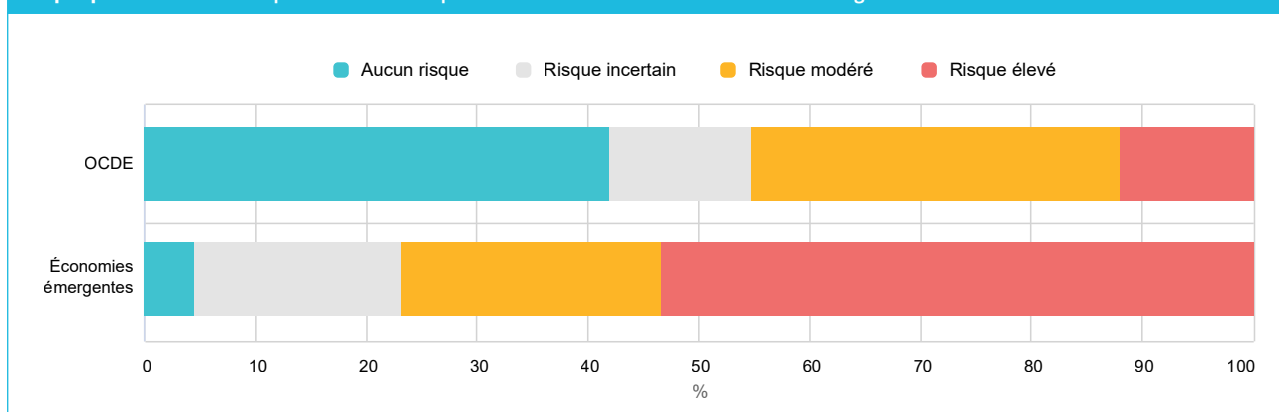


## Soutenir la pêche de manière durable

2018-2020 ne présentaient pas de risque d'encourager une pêche non durable, car elles consistaient en des dépenses de gestion, suivi, contrôle et surveillance (GSCS) des pêcheries qui visent à garantir une pêche durable et productive. Ayant augmenté au fil du temps, les dépenses en GSCS constituent désormais le type d'aide le plus important dans ces pays. À l'inverse, seules 12 % des aides à la pêche de l'OCDE présentaient un risque élevé d'encourager une pêche non durable en l'absence d'une gestion efficace des activités de pêche – et ces aides consistaient principalement en subventions destinées

au carburant et aux navires. En outre, le soutien apporté aux infrastructures et aux revenus, qui peut présenter un risque modéré mais non négligeable d'encourager une pêche non durable, a représenté 33 % des aides. Dans les économies émergentes, en revanche, la majorité (53 %) des aides fournies au cours de la période 2018-2020 provenait de politiques présentant un risque élevé d'encourager une pêche non durable en l'absence d'une gestion efficace des activités de pêche (principalement des aides destinées à l'achat de carburant).

Graphique 2: Profiles de risque du soutien à la pêche dans l'OCDE et dans les économies émergentes



### Que peuvent faire les gouvernements ?

Pour atteindre leurs objectifs socio-économiques et parvenir à une économie océanique durable, il est essentiel que les gouvernements veillent à ce que leurs aides à la pêche ne compromettent pas la santé des stocks de poissons. Les politiques qui encouragent les pratiques de pêche non durables sont également préjudiciables à la société et à l'environnement plus généralement, car elles entraînent une contribution sous-optimale à la sécurité alimentaire mondiale, des impacts plus importants sur les ressources halieutiques et les écosystèmes, ainsi qu'une augmentation des émissions de gaz à effet de serre. Les pays devraient :

- Revoir attentivement leurs politiques d'aide afin d'identifier, au moyen de l'outil d'auto-évaluation proposé ci-dessus, celles qui risquent d'encourager des pratiques de pêche non durables.
- Dans la mesure du possible, réaffecter les dépenses publiques en délaissant les aides qui augmentent directement la capacité de pêche et encouragent les pratiques de pêche non durables – notamment les aides destinées au carburant, aux navires et à l'accès aux infrastructures – et en investissant davantage dans la gestion durable de la pêche, l'application des lois, et la recherche sur la santé des stocks de poissons et l'impact du changement climatique.
- Restreindre l'éligibilité aux programmes d'aide qui risquent d'encourager des pratiques de pêche non

durables aux seules pêcheries gérées efficacement et visant des stocks sous-exploités.

- Veiller à ce que tous les acteurs impliqués dans la pêche illicite, non déclarée et non réglementée soient exclus de toute aide publique.
- Accepter l'accord de l'OMC sur les subventions à la pêche afin qu'il puisse entrer en vigueur, et poursuivre les négociations à l'OMC afin de s'accorder sur l'élimination d'autres subventions potentiellement néfastes à la santé des stocks de poissons et aux écosystèmes, telles que celles qui encouragent la surcapacité et la surpêche.



#### Lectures complémentaires

- [OCDE \(2022\), Examen de l'OCDE des pêcheries 2022, Editions OCDE, Paris.](#)
- [Téléchargez les données de l'estimation des aides à la pêche](#)
- [Note d'orientation OCDE: Soutenir la pêche de manière durable](#)
- [Note d'orientation OCDE: Éliminer les aides publiques accordées à la pêche illicite, non déclarée et non réglementée](#)

